

# LE MONDE OUVRIER

BULLETIN D'INFORMATION DE LA FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ)

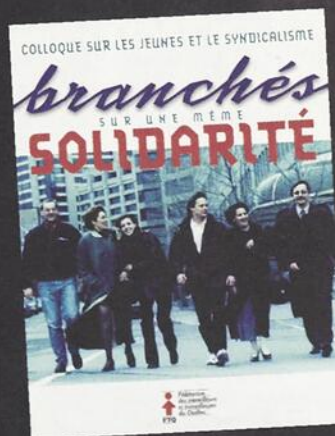
NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1999 / N° 33

## FOGLIA

# un homme de gauche «optimiste»

page 12

*Aussi dans ce numéro*



page 4

*Éducation syndicale*  
**DES COMPLICITÉS À RENOUVELER**

page 11

KEEPER

FD-7-67

ME BNQ

# SOMMAIRE

## 3 MONDIALISATION

Il faut développer encore plus la solidarité continentale

## 4 COLLOQUE «LES JEUNES ET LE SYNDICALISME»

Une occasion de bâtir des ponts et de tisser des liens

## 6 CAISSES D'ÉCONOMIE

Il faut tout faire pour préserver leur autonomie

## 7 LA PRÉVENTION AU SAGUENAY - LAC-ST-JEAN



Une tournée de trois milieux de travail typiques de la région



PHOTO STUDIO MARIE PAULE

Les régions les plus éloignées n'ont pas souvent l'occasion de mettre en valeur leur militantisme dans le domaine de la prévention en santé-sécurité du

travail. Cet automne, *À la source* s'est rendue au Saguenay - Lac-St-Jean pour visiter trois entreprises où la vigilance et la persévérance syndicales portent fruit. La photo a été prise à l'usine Donohue, secteur Chibougamau.

## 11 L'ÉDUCATION À LA FTQ Où en sommes-nous?



PHOTO SERGE JONGUÉ

Les 30 et 31 août, le Comité d'éducation de la FTQ et le Service de l'éducation ont tenu une réunion de deux jours pour faire un bilan et définir de nouvelles priorités.

## 12 PIERRE FOGLIA EN ENTREVUE

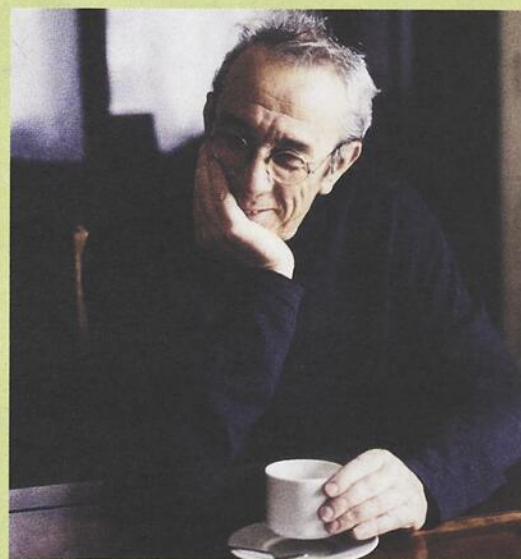


PHOTO SERGE JONGUÉ

## 14 LES BRÈVES

## 16 ÉQUITÉ SALARIALE

Après 15 ans de luttes, les fonctionnaires fédéraux ont gain de cause.

COUPON D'ABONNEMENT



PHOTO SERGE JONGUÉ

Bulletin d'information  
publié par la  
**Fédération  
des travailleurs et  
travailleuses du Québec  
(FTQ)**

Président  
**Henri Massé**

Secrétaire général  
**René Roy**

545, boulevard Crémazie Est,  
Montréal, Québec H2M 2V1  
Téléphone: (514) 383-8000  
Télécopie: (514) 383-8001

Responsable  
**André Messier**

Fichier  
**Jacques Martin**

Collaboration  
**Carole Clément,  
Louis Fournier,  
André Leclerc,  
Dominique Savoie, FTQ**

Graphisme  
**Anne Brissette**

Photographie  
**Serge Jongué**

Produit par des travailleuses  
et travailleurs syndiqués  
chez Richard Veilleux,  
imprimeur

Tirage  
51 000 exemplaires

*Le Monde ouvrier* est le  
doyen des journaux  
syndicaux au Québec et au  
Canada. Première parution:  
18 mars 1916.

Toute reproduction totale  
ou partielle des articles  
est permise, et même  
encouragée, à condition  
d'en indiquer la source.

Dépôt légal à la  
Bibliothèque  
nationale du Québec.

ISSN 0700-8783



# Solidarité internationale

## TROIS STAGIAIRES

### FTQ AU MEXIQUE

Trois membres de la FTQ sont revenus d'un stage de deux semaines au Mexique, sur l'ALÉNA et la mondialisation, plus convaincus que jamais de la nécessité et de l'urgence de développer des alliances continentales. En plus de visiter une zone de maquiladoras, ils ont rencontré des délégations d'organisations syndicales et communautaires.

L'organisme mexicain partenaire avec lequel le stage a été organisé est le Front authentique du travail (FAT). Depuis 1960, le FAT travaille à développer une alternative démocratique à la centrale syndicale mexicaine « officielle », la Confédération des travailleurs mexicains (CTM), qui, dominée par le gouvernement, ne défend pas véritablement les intérêts de ses membres. Le FAT compte dans ses rangs, en plus d'organisations syndicales, des coopératives, des groupes de femmes, des groupes de quartiers, des organisations paysannes, etc.

#### Des constats inquiétants

**Pierrette Giroux** est revenue inquiète pour l'avenir des emplois de ses membres mais aussi convaincue de la nécessité de développer des solidarités avec les organisations syndicales mexicaines. Travailleuse chez Générale Électrique dans la région de Québec depuis 1963, elle a vu les effectifs des trois usines GE passer de 585 personnes en 1990 à 110 aujourd'hui; et d'autres baisses sont prévues. « J'ai vu où était rendue notre production. Elle est faite dans des conditions fort difficiles. GE a au moins sept usines au

*Mexique, la majorité dans des maquiladoras. »*

*« Ce n'est pas évident de compétitionner, affirme la présidente de la section locale 515 du Syndicat des communications, de l'énergie et du papier (SCEP). Pour le moment, ce qui nous sauve c'est le fort taux de roulement de la main-d'œuvre au Mexique. Nous devons travailler avec eux, soutenir leurs efforts de syndicalisation afin qu'ils puissent améliorer leurs conditions. »*

**Catherine St-Germain** est conseillère syndicale au Syndicat national de l'automobile (TCA) et active au Réseau québécois sur l'intégration continentale. Elle a bien apprécié les deux jours de formation reçue par les membres de la délégation avant leur départ. « Quand on voit ce qui se passe et qu'on écoute les gens, nos mythes sur les conditions de travail dégringolent. Les militants syndicaux mettent leur vie en jeu. C'est en secret, dans un sous-sol, que nous avons rencontré des militants de chez GE. Ils étaient très nerveux. Il faut absolument développer des liens plus solides avec eux. »

**Joseph Gargiso** est responsable du Fonds humanitaire au SCEP. Comme Catherine et Pierrette, il considère essen-



tiel que le mouvement syndical québécois bâtit des solidarités à l'échelle continentale. Il apprécie cette première implication de la FTQ avec CISO. « Parce que nous sommes particulièrement présents dans le secteur privé, dans tous les secteurs industriels, à la FTQ nous avons une expertise qui nous est propre. Ces connaissances et ces expériences ont été fort utiles, pour nos confrères et consœurs mexicains et pour les membres de la délégation. »

La délégation de CISO, dont les trois membres de la FTQ: de gauche à droite, Catherine St-Germain (TCA), Joseph Gargiso (SCEP) et Pierrette Giroux (SCEP)

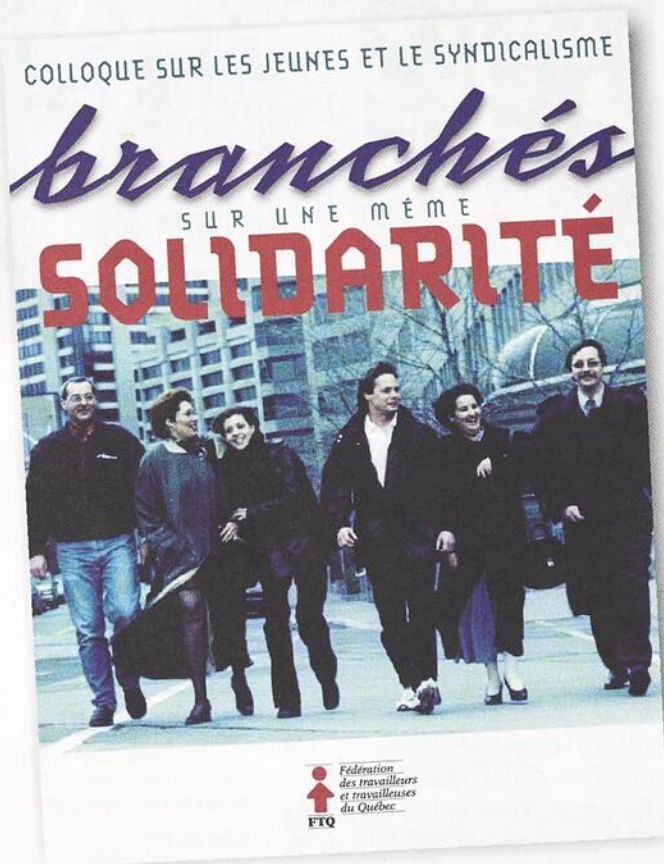
#### CISO

#### Une première participation FTQ

L'implication de la FTQ au Centre international de solidarité ouvrière (CISO) est récente. Elle s'est d'abord concrétisée par la participation du conseiller politique de la centrale, Émile Vallée, au conseil d'administration. Puis, en juin dernier, trois membres de la FTQ faisaient partie d'un stage au Mexique.

Organisme d'éducation à la solidarité internationale, le CISO a pour but de renforcer les liens entre les populations d'ici et d'ailleurs qui luttent pour le respect de leurs droits, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et démocratique. Le Centre organise des activités d'information et de formation, des tournées québécoises de délégations extérieures, de même que des stages et missions d'observation à l'étranger.

# DES ENJEUX IMPORTANTS ET DES DÉFIS À RELEVER



L'an 2000 n'aura pas trente jours que déjà la FTQ aura entrepris une importante réflexion sur les jeunes et le syndicalisme dans le cadre du colloque qui se tiendra les 27 et 28 janvier. Ce sera l'occasion de réfléchir sur les problèmes des jeunes et sur les moyens que le mouvement syndical peut mettre en œuvre pour faciliter leur intégration au travail et dans les structures syndicales.

Décision du dernier congrès, le colloque devait se tenir à l'automne de l'an 2000. Il a été devancé pour qu'il serve de préparation au Sommet sur la jeunesse que tient le gouvernement en février. Bien qu'un après-midi complet sera consacré aux thèmes abordés lors du Sommet, l'essentiel des débats, dont le travail en ateliers, portera sur les milieux de travail et le mouvement syndical.

### Branchés sur une même solidarité

Le thème retenu pour le colloque, «Branchés sur une même solidarité», indique bien la volonté de la FTQ de faire de cette rencontre une occasion unique pour:

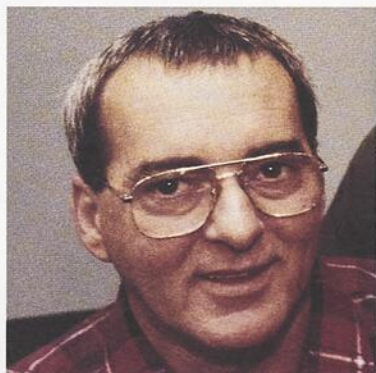
- ▼ comprendre les réalités des jeunes;
- ▼ bâtir des ponts et tisser des liens entre les jeunes et les moins jeunes;
- ▼ réfléchir sur les lacunes existantes dans la préparation des jeunes au marché du travail, dont leur méconnaissance du mouvement syndical;
- ▼ développer des stratégies qui visent à faciliter l'entrée

### Équilibre dans les délégations

La FTQ lance une invitation pressante à tous les affiliés afin qu'ils fassent des efforts particuliers pour assurer, à l'intérieur de leur délégation, un équilibre entre les plus et les moins de 35 ans. Il s'agit de faire un jumelage qui va permettre, particulièrement dans les débats en atelier, des échanges fructueux de points de vue entre les deux groupes.

Le colloque se tient les 27 et 28 janvier au Hilton-Bonaventure à Montréal. Vous avez sans doute déjà reçu les formulaires d'inscription. Les frais d'inscription sont de 150 \$.

Comme pour tous les colloques de la FTQ, ce sont les sections locales et les Conseils régionaux qui décident du nombre de délégués qu'ils veulent inscrire. Il n'y a pas de limite.



des jeunes sur le marché du travail;

▼ identifier des moyens pour mieux recevoir les jeunes dans nos propres milieux de travail;

▼ mettre en place des mécanismes pour favoriser la participation et l'implication de nos plus jeunes membres dans nos structures.

Bien sûr, c'est un programme ambitieux. Mais la réflexion s'impose. Elle s'impose parce qu'il en va de l'avenir de notre propre mouvement.

Comment faire en sorte que cette future relève connaisse davantage les luttes passées qui ont conduit aux conditions actuelles de travail et partage pleinement les valeurs de la solidarité et de l'action collective? Comment s'assurer qu'ils et elles soient au fait du rôle joué par le mouvement ouvrier pour l'obtention de nos programmes sociaux?

Il est également fondamental de connaître les problèmes et les revendications de nos plus jeunes membres afin de pouvoir mieux répondre à leurs besoins et à leurs attentes.

## Faire le portrait de notre membership

Une réflexion sur la place des jeunes peut nous amener à analyser notre propre vie syndicale. Nous avons la responsabilité de répondre aux besoins de nos membres. Ces besoins peuvent être variables. Souvent complémentaires, ils peuvent aussi être différents, parfois même opposés. Dans le passé, nous avons développé certaines pratiques à l'égard de différents groupes qui composent notre membership: les femmes et les hommes, les «temps plein» et les «temps partiel», etc. Peut-être faudrait-il le faire également pour les jeunes. Ce portrait, il est utile pour définir les priorités syndicales lors de la négocia-

tion collective. Il l'est également lorsqu'un syndicat réfléchit aux moyens à mettre en œuvre pour favoriser la participation et l'implication des membres, dont les jeunes.

Lors des rencontres avec de jeunes membres dans le cadre de la préparation du colloque, les problèmes du système d'éducation ont fait surface régulièrement: dévalorisation de la formation professionnelle, obligation trop rapide de choisir une carrière, endettement, etc. Ces questions seront aussi abordées au colloque.

Ce ne sont donc pas les sujets de discussions et de débats qui vont manquer. Et la participation de très nombreux jeunes rendra les débats encore plus intéressants. Le colloque, un rendez-vous à ne pas manquer pour bien commencer l'année.



## SONDAGE ET SURPRISES!

### L'individualisme, une affaire de jeunes?

Quelque 800 membres de la FTQ ont répondu à un sondage, réalisé par la firme CROP en octobre 1999, dont les résultats seront présentés au colloque. On y trouvera des réponses qui réservent des surprises. Voici un très petit avant-goût au sujet de l'individualisme.

Un préjugé c'est une croyance, une opinion, souvent imposée par le milieu, l'époque, l'éducation, les médias. C'est une idée toute faite. Au sujet de l'individualisme, l'idée est assez répandue à l'effet que les jeunes aujourd'hui sont plus individualistes que leurs aînés. Qu'en pensent les membres de la FTQ?

Dans le sondage, on a demandé aux gens de réagir à deux affirmations: «Les jeunes d'aujourd'hui sont plutôt individualistes» et «Les personnes âgées sont plutôt individualistes» en indiquant s'ils étaient tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord. Quelle est votre opinion? Et quelle est l'opinion des 800 membres de la FTQ qui ont répondu au questionnaire? Faites vos prédictions et allez les vérifier dans le tableau ci-dessous.

Note: Deux constats:  
1. Les deux catégories des plus âgées jugent également leur propre individualisme et celui des autres.  
2. Les plus jeunes sont plus sévères, particulièrement envers eux-mêmes.

	Total	Moins de 35 ans	35-49 ans	50 ans et plus
Les personnes plus âgées sont plutôt individualistes	51%	57%	46%	54%
Les jeunes d'aujourd'hui sont plutôt individualistes	68%	65%	48%	54%



## Caisses d'économie

# IL FAUT RÉSISTER AU PROJET DE DESJARDINS

Au cours des derniers mois, la FTQ a tenu deux importantes rencontres autour du projet de fédération unique que tente d'imposer le mouvement Desjardins, projet qui ferait perdre à la Fédération des caisses d'économie du Québec (FCEQ) toute son autonomie et sa spécificité. En collaboration avec les sections locales qui sont présentes dans les milieux de travail où existe une caisse d'économie, la FTQ organise la résistance.

Au total, plus de 200 personnes ont participé à l'une ou l'autre des deux assemblées organisées par la FTQ sur le dossier des caisses d'économie. Cette photo a été prise à l'assemblée du 3 novembre.

La FTQ ne nie pas qu'il y a nécessité de procéder à une certaine réorganisation dans la structure des caisses populaires. Elle s'insurge cependant contre l'approche «rouleau compresseur» de Desjardins, particulièrement pour les caisses d'économie.

### Une entente bafouée

C'est en 1979 que la Fédération des caisses d'économie s'affiliait et devenait membre à part entière du Mouvement Desjardins. Mais un différend a toujours subsisté, celui du droit exclusif de la FCEQ d'affilier les caisses de groupe. Au fil des ans, la Confédération des caisses populaires a tenté, sans succès, de mettre un terme à cette exclusivité. La représentation des caisses d'économie à l'assemblée générale des caisses populaires et d'économie a toujours été suffisante pour bloquer ces visées.

Le projet visant à créer une fédération unique viendrait mettre un terme à cette exclusivité, tout comme il sonnerait le glas de l'autonomie, relative à bien des égards, des caisses populaires locales. À ce jour, Desjardins a systématiquement refusé de considérer toute possibilité d'accorder

un statut particulier à la Fédération des caisses d'économie.

Mais il y a pire pour les caisses d'économie...

### Un caractère unique

Dans la majorité des cas, ce sont les syndicats qui ont été à l'origine de la mise sur pied de la Caisse d'économie dans leur milieu de travail. Ces caisses, proches des travailleurs et des travailleuses parce qu'elles étaient dans le milieu de travail et gérées localement, donnaient un accès plus facile à l'épargne et surtout au crédit, en offrant des conditions supérieures à celles qui existaient dans les autres institutions.

Les caisses d'économie savent, plus que n'importe quelle autre institution, reconnaître des besoins particuliers: modalités de remboursement particulières de prêts hypothécaires pour les travailleurs saisonniers, suspension de paiements ou prêts préférentiels lors de grèves ou de lock-out, etc. Desjardins trouve ces pratiques pour le moins dérangeantes et elle a trouvé le moyen de les éliminer en mettant les Caisses d'économie sur le même pied que toutes les autres caisses à qui elle pourra dorénavant imposer ses politiques et ses normes.

### Le plan d'action

En collaboration avec les syndicats et la Fédération des caisses d'économie, la FTQ organise la mobilisation. Dans un premier temps, il s'agit d'accroître la présence syndicale au sein des caisses d'économie locales, au conseil d'administration et dans les assemblées générales. Dans un deuxième temps, en s'assurant que les délégués qui participent à l'assemblée annuelle de la FCEQ, au début du mois de décembre, se prononcent contre le projet de restructuration de la Confédération. Ces pressions devraient amener Desjardins à faire preuve de plus d'ouverture dans les négociations qui, à ce jour, se poursuivent toujours.

Parallèlement à ces démarches, la FCEQ prépare une proposition alternative en cas d'échec des négociations. Il s'agit en fait d'un protocole d'entente avec la Banque nationale. Ce n'est pas le premier choix de la FCEQ qui préférerait d'emblée rester au sein du mouvement Desjardins. Mais si Desjardins ne veut rien entendre, une proposition sera soumise à l'ensemble des caisses d'économie membres de la Fédération. Un dossier à suivre...



# À la Source

BULLETIN DE LA FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ) / SUPPLÉMENT AU MONDE OUVRIER, NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1999

## LA PRÉVENTION AU SAGUENAY - LAC-ST-JEAN

### Une tournée de trois milieux de travail typiques de la région

Les régions les plus éloignées n'ont pas souvent l'occasion de mettre en valeur leur militantisme dans le domaine de la prévention en santé-sécurité du travail. Cet automne, *À la source* s'est rendue au Saguenay-Lac-St-Jean pour visiter trois entreprises où la vigilance et la persévérance syndicales portent fruit. Nous avons été reçus par les sections locales 499 et 502Q du Syndicat des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) et le Syndicat national des employés de l'aluminium d'Arvida (SNEAA-Métallos).

Le monte-billes réduit les manipulations qui causaient des problèmes de dos et une grande fatigue due à des efforts physiques continus.



#### Accidents en baisse à la scierie Donohue

Chez Produits forestiers Donohue, secteur Chibougamau, la scierie emploie quelque 120 travailleurs de production, des gens de métiers, des opérateurs de machinerie lourde et de divers services comme la cuisine. C'est la section locale 499 du SCEP qui les représente.

Durant les trois dernières années, les statistiques d'accidents s'y sont améliorées sensiblement grâce aux actions répétées de sensibilisation, à la détermination du syndicat et à la collaboration de l'employeur. L'an dernier,

il n'y a eu aucun accident avec perte de temps. Le travail du comité paritaire et le suivi des plaintes et des problèmes améliorent aussi la prévention dans l'usine. En 1998, on a rapporté 59 accidents avec blessures; en 1997, il y en avait eu 100 et en 1996, 175.

Les membres de l'exécutif syndical – ils tiennent tous les quatre le rôle de représentant à la prévention – comptent aussi sur l'appui de leurs confrères de travail. «*Il y a plusieurs horaires différents et nous ne pouvons pas être partout en même temps*, explique le président du syndicat, Ghislain Laprise. *Les délégués d'ateliers sont proches du monde et nous aident à assurer le suivi, c'est-à-dire les modifications à apporter aux postes de travail.*»

#### Tolérance zéro

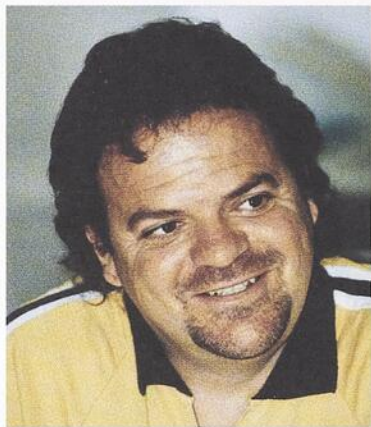
Au cours de l'année, l'employeur a mis sur pied une politique de tolérance zéro pour le cadenassage des équipements. Denis Vaillancourt, le secrétaire financier,

SUITE EN PAGE 8

Avant l'achat de cet équipement motorisé, le nettoyage des résidus de l'écorçage, au sous-sol de la scierie, se faisait à la pelle. Ces déchets saturés d'eau étaient lourds et difficiles à ramasser. L'opération causait des problèmes de dos importants.



PHOTOS STUDIO MARIE PAULE



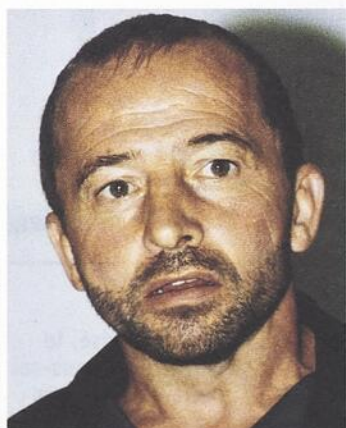
Ghislain Laprise, président



France Gauthier, vice-président



Alain Laprise, secrétaire correspondant



Denis Vaillancourt, secrétaire financier

PHOTOS STUDIO MARIE PAULE

explique pourquoi l'exécutif syndical n'appuie pas cette politique basée sur des mesures disciplinaires: «Si quelqu'un est pris à débloquer une bille de bois dans une machine en marche, c'est la suspension. Le cadenassage des équipements est une bonne approche mais les mesures disciplinaires, c'est cela qui dérange le plus l'exécutif syndical. Car elles n'ont pas été intégrées à la convention collective.»

Le document patronal stipule que «le but recherché est d'éviter des accidents graves et de faire évoluer les attitudes et les comportements sécuritaires». Cela s'applique, de façon générale, pour les équipements tels les tronçonneuses, le canter, l'ébouteuse, la refendeuse, l'écorceur, la déligneuse et la déchiqueteuse. En cas de non-conformité, les mesures disciplinaires vont d'une suspension d'une journée à la première dérogation, à une semaine à la deuxième dérogation, puis au congédiement dans le cas d'une troisième dérogation.

«Une démarche paritaire a tout de même permis de rencontrer les travailleurs un par un, avec le contremaître, pour leur expliquer l'importance du cadenassage pour leur propre sécurité», poursuit Alain Laprise, le secrétaire correspondant du syndicat.

### À bas les tendinites

Pour éviter les mouvements répétitifs et prévenir les tendinites au poste de rabotage, la CSST a investi 25 000 \$ dans l'installation de deux tourne-pièces en 1993. «Au début des années 90, raconte Ghislain, neuf de nos membres faisaient des tendinites à répétition au rabotage. J'en étais moi-même victime. L'employeur payait 400 000 \$ en CSST rien que pour ce type de lésion à ce poste, dans l'ensemble de ses usines. Ma lésion a été reconnue en 1991 et c'est ce qui a déclenché les changements.»

Chez les classificateurs, plusieurs problèmes de chaleur se sont réglés par le militantisme des travailleurs et l'application du droit de refus. «Parce que si le bois n'arrive pas sur la chaîne, c'est toute l'usine qui arrête. Grâce à cette action syndicale, nous avons obtenu des ventilateurs partout dans l'usine en une semaine», se souvient Alain.

«La santé-sécurité, ça ne se négocie pas, conclut le président syndical. On gagne étape par étape, grâce à l'action syndicale. Il faut répéter et recommencer aussi souvent que nécessaire et les résultats arrivent!»

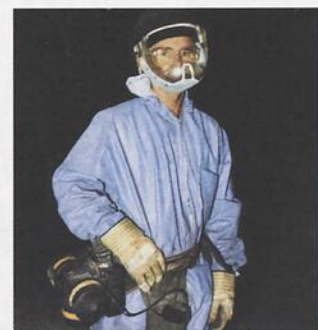
## Un voyage



Des cuves à perte de vue à l'usine de travail qui tranche avec les autres à la source et très propre.



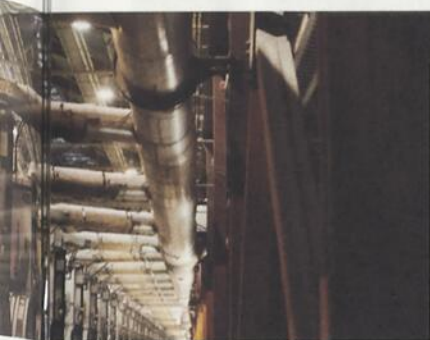
Une machine qui sert à de multiples tâches dans les vieilles salles de cuves Soderberg. Une solution aux problèmes de chaleur et de poussière.



Des exemples d'équipements individuels nécessaires dans les vieilles salles de cuves.

PHOTOS VIVES HENRICHON - SÉCAL

# Le temps dans le temps aux usines d'Alcan



Le moderne de Laterrière. Un milieu  
avec les salles de cuves: bien éclairé, ventilé



Dans les salles de cuves de  
deuxième génération, un  
pont-roulant sophistiqué  
pour manipuler les anodes  
servant à l'électrolyse de  
l'alumine.

Il y a une dizaine d'années, la région et tout le Québec ont entendu parler des conditions de travail aux cuves de l'usine d'Arvida. Des scientifiques ont établi des liens entre les contaminants des salles de cuves Soderberg et des cancers chez ces travailleurs de l'aluminium. Mais rien nous préparait à notre récente visite des trois usines de l'Alcan à Arvida, Jonquière et Laterrière.

«Retour au futur» est probablement ce qui décrit le mieux l'impression qui nous reste de ces visites. Car c'est un véritable voyage dans le temps que nous avons accompli dans cette journée passée avec les représentants syndicaux du SNEAA-Métallos, témoins et artisans d'une évolution spectaculaire entre les conditions du passé et les progrès technologiques réalisés en près de cinquante années de revendications syndicales dans cette industrie.

La plus vieille usine, l'aluminerie d'Arvida, avec ses salles de cuves conçues pour fonctionner à la force des bras, s'est mécanisée au fil des années sans être agrandie, de sorte que la machinerie a dû être adaptée à l'espace existant. On comprend que tout le monde s'y trouve à l'étroit.

## Des machines sorties de la science-fiction

En fait, nous avons l'impression d'être de trop. La circulation est intense avec des machines sorties de la science-fiction. Assez étroites pour circuler dans les allées, avec des bras articulés pour faire le travail d'entretien des cuves, elles sont pourvues de cabines tout juste assez larges pour l'opérateur.

Malgré une certaine ventilation sur chaque cuve, il y a d'importantes émissions dans l'atmosphère de travail. Presque tous les travailleurs utilisent une protection respiratoire et sont soumis à des périodes d'alternance repos-travail, à cause de la chaleur. C'est un endroit de travail vieux, mal éclairé et empoussiéré.

Au cours des dernières années, plusieurs de ces cuves ont été démolies et remplacées par de nouvelles installations. L'usine d'Arvida comporte aussi des salles de cuves de la deuxième génération. Toujours aussi étroites, elles ont l'avantage d'être mieux ventilées et de bénéficier d'un procédé, le précuit, moins polluant. Toutefois, les protections respiratoires restent de rigueur car les

améliorations ne corrigent pas toutes les conditions de travail difficiles. La mécanisation a permis de faciliter les manipulations à effectuer pour alimenter, entretenir et vider les cuves.

## L'évolution technologique

On perçoit facilement les batailles qu'ont du livrer les dirigeants et les membres du syndicat pour améliorer les conditions de travail. C'est avec la visite de l'usine de Laterrière, la plus récente génération – elle existe depuis 15 ans – qu'on obtient une perspective impressionnante des efforts déployés pour construire une usine intégrant les connaissances modernes d'hygiène et de santé-sécurité du travail. Postes ventilés, opérations sous vide, travail à distance, systèmes d'aspiration à la source caractérisent ces salles de cuves plus grandes, mieux éclairées et munies d'équipements gigantesques lorsqu'on les compare aux vieilles salles de cuves de type Soderberg.

Devant l'impossibilité de modifier les cuves originales, les syndicats de l'aluminium ont redoublé d'efforts pour obliger leur employeur à les remplacer au fil du temps par des procédés modernes qui allient des conditions de travail adéquates avec une productivité accrue. Le processus semble si bien intégré que l'usine en construction à Alma sera pourvue de cuves encore plus grandes et d'équipements plus performants dans le domaine de la santé et de la sécurité du travail.

Les changements survenus au cours des années ont été multiples. Dans les salles de cuves les plus vieilles, les travailleurs sont protégés au moyen d'équipements de protection individuels et par une certaine mécanisation. Mais l'organisation du travail y demeure des plus contraignantes. Dans la nouvelle usine, les corrections ont été intégrées à la source. La protection respiratoire n'est plus requise et le travail se fait avec des équipements adaptés autant au travail qu'au travailleur.

# Une usine neuve pose de nombreux défis

Chez Louisiana-Pacific Canada, Division Chambord, du nom de cette ville du Lac-Saint-Jean, la fabrication de panneaux gaufrés dans une usine neuve a posé de nombreux défis pour la santé et la sécurité du travail, dès l'ouverture en 1988. L'arrivée du syndicat un an plus tard a permis d'entreprendre un certain travail. Puis, il y a eu faillite, fermeture et réouverture en 1993.

Au départ donc, il a fallu s'attaquer au problème le plus important: les émanations toxiques. «Avec la ventilation à la source un peu partout dans l'usine, la situation s'est beaucoup améliorée», constate Evans Simard, président de la section locale 502Q du SCEP qui représente quelque 140 membres.

Le type de production exige l'utilisation de produits à base de formaldéhyde. Au début de la ligne de production, c'est le trempage, l'écorçage des billots puis le sciage en gaufres, ces espèces de copeaux qui serviront à la fabrication des panneaux. La résine sert à les lier avant que les panneaux passent sous la presse.

Comme le note Claude Gaudreault, vice-président de la section locale et représentant à la prévention, une usine neuve, c'est beaucoup d'ouvrage. «*Tout est à faire, chaque machine, chaque secteur doit être regardé un par un.*» Le principal obstacle est le rythme des transformations. «*C'est difficile de suivre parce que l'entreprise investit constamment dans les installations et la nouvelle technologie tout en augmentant la cadence de travail.*»

## Le bruit et la chaleur

Le problème du bruit est également pris au sérieux. Un comité paritaire - dont la mise sur pied et le fonctionnement ont été négociés - a reçu une formation récemment et procède à une étude pour essayer de trouver des solutions. Un autre comité s'est penché sur les contraintes thermiques à tous les postes de travail demandant des efforts physiques. «Des temps de repos ont été établis et les consignes sont appliquées depuis trois ans. Ça va bien», selon Claude Gaudreault.

Par ailleurs, des efforts considérables ont été consentis pour la formation: brigade

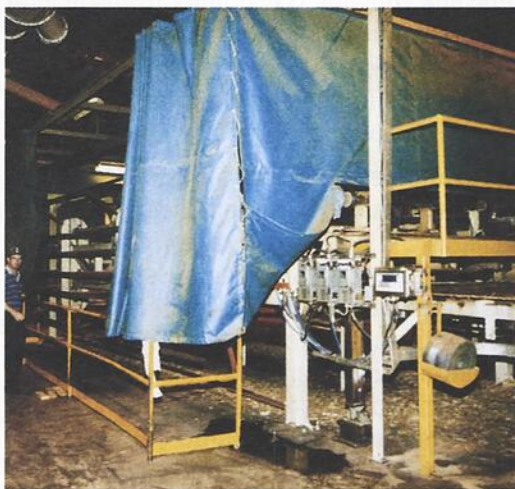
d'incendie, premiers secours, réanimation cardiorespiratoire, sauvetage en hauteur et en espaces clos, opération sécuritaire des grues sont autant de cours offerts par l'employeur avec la collaboration du syndicat.

## Sensibilisation et implication

Pour le représentant à la prévention, il est important d'impliquer le plus grand nombre possible de membres à la prévention, secteur par secteur. «*C'est pour cela que nous faisons une campagne de sensibilisation et que nous invitons des militants à assister au comité de santé-sécurité pour qu'ils voient comment ça se passe. Nous voulons former la relève.*»

D'ailleurs, Claude est assisté dans sa tâche par un autre représentant à la prévention, Marcel Fortin.

De son côté, Caroline Savard, responsable patronale de la santé et de la sécurité au travail, opte d'emblée pour les solutions à long terme et à large impact. «*Il y a eu une très bonne évolution du travail de représentant à la prévention, assure-t-elle. C'est beau de parler d'installer un garde mais ça ne s'arrête pas là. Il faut aller plus loin avec de la sensibilisation, de la formation et un suivi constant.*»



PHOTOS STUDIO MARIE PAULE



Au bassin de trempage, l'action syndicale a permis de remplacer les gaffes par un équipement hydraulique. Les problèmes de dos et d'épaule ont été complètement éliminés.



Les panneaux enduits de résine sont acheminés vers la presse.



Claude Gaudreault, vice-président et représentant à la prévention et Evans Simard, président de la section locale 502Q du SCEP.

Au refroidisseur de panneaux, une toile isolante et l'aspiration à la source ont réduit considérablement les vapeurs de résine.

# L'éducation à la FTQ

## PARTAGER ET DÉVELOPPER ENSEMBLE

À quelques mois de la concrétisation du projet d'un Collège québécois du travail, le Comité d'éducation de la FTQ a tenu une réunion spéciale de deux jours en résidence les 30 et 31 août. À partir du bilan du travail du Service de l'éducation et du Comité, on a commencé à dégager des orientations et des priorités pour l'avenir.

«Pour savoir où on s'en va, il faut savoir d'où on vient», dit un dicton populaire. Le Service de l'éducation ayant plus de 25 ans, la directrice, Johanne Deschamps, a invité des anciens (voir photo) à venir expliquer sur quelles bases avaient été mis sur pied le service de l'éducation et le programme des formateurs et formatrices ainsi que les objectifs qui étaient poursuivis.

Des objectifs de démocratisation, un désir de prise en charge de l'éducation au niveau québécois par les syndicats et une volonté de donner à la FTQ un rôle majeur dans cette prise en charge sont les principaux éléments constitutifs de la mise sur pied du service en 1972. Ce fut une époque intense de réflexions, de consultations, de collaborations et de développement, une époque qui a vu naître le programme de formateurs et de formatrices ainsi qu'une foule de nouveaux cours: *Conditions de vie et de travail des femmes*, *Préparation à la retraite*, *Information dans ma section locale*, etc.

### Qu'est-ce qui a changé?

La FTQ joue toujours un rôle important en éducation, mais il a changé. Si la centrale est toujours responsable du programme de formateurs, la par-

ticipation a chuté et l'encadrement des formateurs et formatrices est moins systématique. Deux causes principales: la perte des subventions gouvernementales qui touchent les plus petits syndicats et les Conseils de même que la volonté de certains syndicats de se développer de manière plus autonome.

De plus, au cours des 20 dernières années, la formation syndicale s'est à la fois spécialisée et diversifiée. En fait, il s'agissait de s'adapter à de nouvelles réalités provoquées par les différentes crises économiques et une judiciarisation certaine des relations de travail. Ainsi:

▼ on a développé des cours plus avancés, plus pointus: règles de preuve et de procédure, administration des régimes de retraite, santé sécurité (*Bruit, Actions en prévention: ergonomie et contaminants*, etc.);

▼ on a élaboré des formations pour mieux outiller nos syndicats qui faisaient face à des réorganisations du travail sophistiquées ou à des négociations «raisonnées»;

▼ le service a aussi beaucoup investi dans deux grandes priorités qui sont davantage des dossiers régionaux: le développement socio-économique et le programme de délégués et déléguées sociaux.



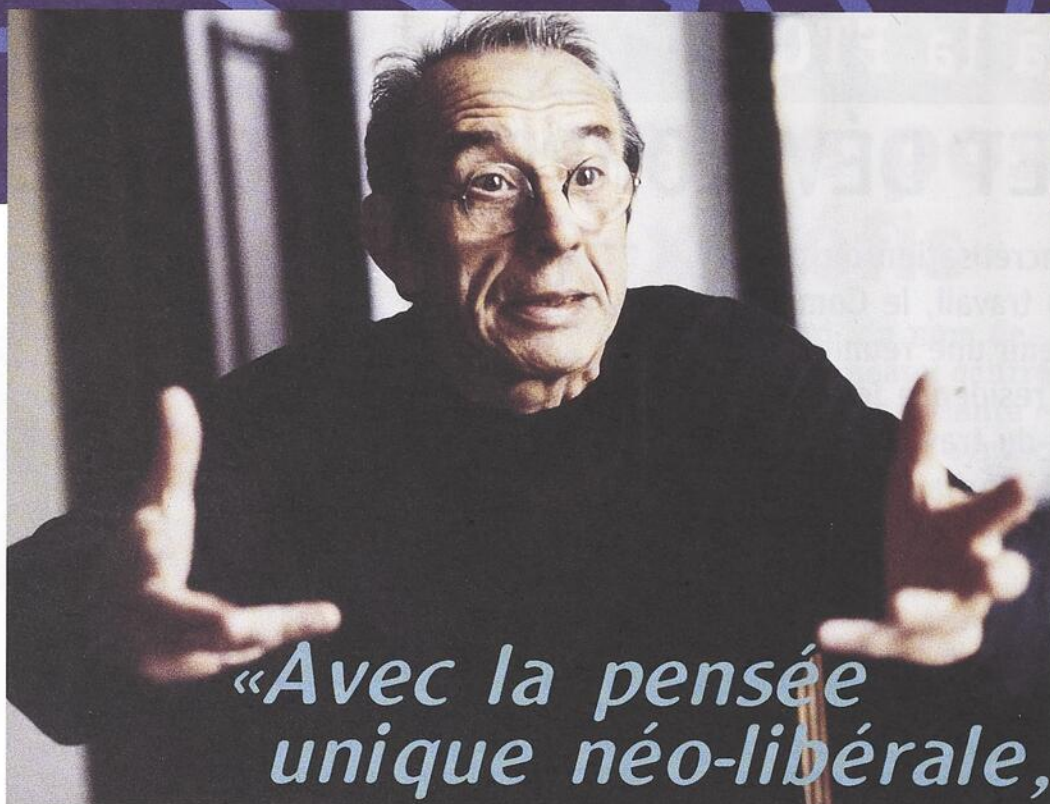
PHOTO SERGE JONGUÉ

Les anciens qui ont travaillé à la mise sur pied de l'éducation à la FTQ, en compagnie de l'actuelle directrice du Service de l'éducation de la FTQ, Johanne Deschamps: Jean Gérin-Lajoie, ancien directeur québécois du Syndicat des Métallurgistes, Michel Blondin, ancien responsable à l'éducation au même syndicat, André Messier, ancien secrétaire général au Conseil du travail de Montréal (nom des années 1970) et Pierre Dupuis, ancien responsable à l'éducation au Syndicat canadien de la fonction publique. N'ont pu participer à la rencontre, Jean-Pierre Bélanger, premier directeur du Service de l'éducation à la FTQ et Michel Lizée, du Service aux collectivités de l'UQAM.

### Que faire maintenant?

Ces axes de développement n'ont pas été sans conséquence. Ils ont eu des effets certains sur le travail conjoint FTQ/syndicats, les complicités, le partage des nouveaux problèmes et la recherche de stratégies communes? Dans une organisation décentralisée comme la FTQ, ces questions sont fondamentales.

Au terme de deux jours de discussions, les membres du comité d'éducation se sont promis de poursuivre la réflexion sur l'importance du partage et de la mise en commun afin de développer une formation syndicale consensuelle qui réponde aux nouveaux besoins des membres et aux nouveaux défis du mouvement syndical.



**«Avec la pensée unique néo-libérale, ils reproduisent le stalinisme»**

PIERRE FOGLIA

Pierre Foglia, chroniqueur à *La Presse*, se décrit comme un homme de gauche optimiste. Étonnant tout de même. Homme de gauche, ça oui, mais optimiste... Ceux qui le haïssent lui reprochent de chercher la bête noire partout, de passer son temps à dénigrer, à chiâler... Ceux qui l'aiment apprécient sa capacité d'indignation, les formules chocs de ses dénonciations... Mais ses fans comme ses ennemis l'imaginent mal en optimiste.

Il tient pourtant à ce qualificatif. Il est, bien sûr, le contraire d'un naïf béat ou d'un adepte de l'angélisme et autres sous-produits du Nouvel Âge. C'est un homme lucide, qui s'interroge sans cesse, qui a horreur de l'insignifiance comme de l'intolérance. Un homme qui s'oblige à la discipline du réel et n'aime pas les envolées abstraites. Mais cet homme dit conserver de l'espoir malgré toutes les catastrophes qui s'abattent sur le monde.

### La discordance minoritaire

*Le Monde ouvrier* a décidé d'interroger Foglia parce que, dans le concert des médias, on n'entend pas beaucoup de voix discordantes du discours unique du néolibéralisme. Surtout pas dans les pages éditoriales de son journal qui présentent le modèle américain comme le paradis ultime. Nous aurions pu interroger des gens plus proches de notre milieu, des profs de gau-

che, des syndicalistes chevronnés... Il était lui-même étonné qu'on s'adresse à lui.

Le point de vue de Foglia nous intéressait parce qu'il ne découle pas de théories ou d'analyses académiques. C'est celui d'un libre-penseur, affilié à aucun parti, aucune église, qui voit le monde à partir de la vie quotidienne. Celle du «monde ordinaire», comme on disait au début des années 1970.

Il dit avoir été frappé, il y a deux ou trois ans, par le fait qu'il y avait désormais une parole unique. *«Je prêtais pas trop attention auparavant à des institutions comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international. Tout à coup, je me suis intéressé à ce qu'ils font. Ça n'a pas de sacrement de bon sens ce que ces gens-là font... Je ne comprends pas que personne ne s'aperçoive qu'ils imposent à tout le monde un système qu'on n'a jamais eu à choisir. Ils disent aux pays pauvres, on vous prête à condition que vous appliquiez telle ou telle politique.»*

Il trouve absurde qu'on force tous les pays à se couler dans le même moule, quelles que soient leurs conditions économiques, sociales, culturelles ou politiques. Et indépendamment des dégâts humains que cela engendre. *«Ils reproduisent le stalinisme. C'est exactement la même crise de mécanique.»*

### La charité et la justice

La foi en l'avenir qu'entretient Foglia n'en fait pas un attentiste. Chaque jour, il remonte au créneau. Il sait bien que le combat est quoti-

*«L'affaire qui m'irrite le plus, c'est la confusion entre la charité et la justice sociale. Le monde voit pas que la charité prend la place d'une responsabilité sociale.»*

dien. Lui ne se définirait sûrement pas comme un combattant. Mais il affiche une rare persévérance dans son travail de critique social (une autre appellation qu'il refuserait probablement).

*«L'affaire qui m'irrite le plus, c'est la confusion entre la charité et la justice sociale. T'as pas d'argument contre ça, parce que chaque fois que tu t'élèves contre la charité, tu te fais dire que t'es un cheap. Le monde voit pas que la charité prend la place d'une responsabilité sociale. Comment les élites médiatisées, les artistes embarquent là-dedans? La charité c'est un train, ils s'accrochent après, se font prendre en photo, ils ne s'interrogent pas sur la signification de ce qu'ils font.»*

Il s'est lui-même quelque peu embarqué. «Il y a deux ou trois ans, j'ai fait des actes charitables. Ma plus grande honte, ça été d'être obligé de préciser ma position là-dessus. C'est heavy d'avoir toujours à mettre ça sur la table. Être obligé à chaque fois de dire qu'on le fait, mais que, normalement, ça ne devrait pas être comme ça. Les gens devraient avoir droit à ce qu'on leur donne»

Il sent les débats difficiles à faire. Tout le monde cautionne ce glissement des droits sociaux vers la charité. Presque personne ne dénonce. Pour lui, cela ne fait pas que donner bonne conscience à ceux qui donnent. Cela fait aussi l'affaire de grandes compagnies, qui tout en bénéficiant de publicité gratuite, vont chercher là des abris fiscaux intéressants.

## Les compagnies à l'université

Une autre confusion qui soulève son indignation, c'est comment le système d'éducation est de plus en plus investi par les entreprises privées. Il a été frappé par la

chose en visionnant le film de Richard Desjardins, *L'erreur boréale*. On y voit des étudiants en ingénierie forestière de l'Université Laval. On apprend entre autres choses qu'ils fréquentent la Faculté Price.

*«Comment y a personne qui rit, comment y a personne qui crie devant un tel conflit d'intérêt? Y a personne qui va jeter des briques... Le ministre de l'Éducation, est-ce qu'il s'est empressé de marquer la séparation entre l'école et l'industrie? Mais non, on dit c'est l'époque des liens. La modernité c'est de créer des liens entre le privé et le public, entre l'école et l'industrie.»*

Pour lui, l'école doit être à l'abri de telles compromissions. Les enfants et les jeunes adultes doivent s'y former sans interférences. «Ils feront des liens quand ils sortiront de l'école. Entre-temps, ils sont là pour travailler et apprendre, pas pour faire des liens avec l'industrie.»

Travailler, faire des efforts, apprendre, se former. Voilà des impératifs souvent énoncés dans les chroniques de Pierre Foglia. Il met partiellement sur le compte de sa culture judéo-chrétienne, son respect pour l'effort et le travail. «C'est le cycliste qui parle: si tu montes pas la côte, tu le verras pas le crissement de paysage en haut. Si tu fais pas l'effort de lire autre chose que La Presse, t'auras de la misère à te concentrer sur quelque chose de plus articulé, qui a plus de contenu...»

## L'espoir tout de même

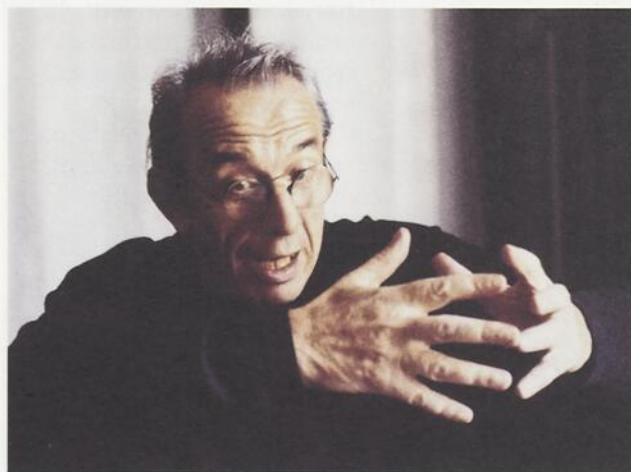
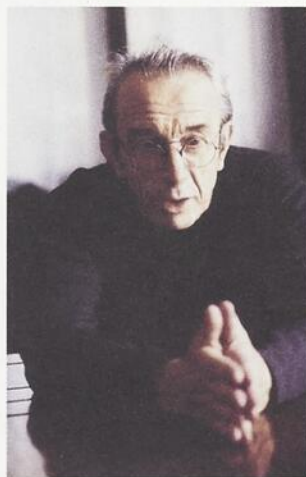
Pierre Foglia n'a pas adhéré au Club Optimiste pour autant, mais il ne désespère pas de son temps. Il dit même avoir espoir parce que des choses changent. Malgré les régressions sociales, l'exclusion, les disparités grandissantes, la pauvreté persistante, des choses s'améliorent.

*«Des voix s'élèvent un peu partout. Elles sont cohérentes, claires, pas flyées. Elles disent des choses justes. De manière différente d'il y a vingt-cinq ans. La gauche aujourd'hui est moins rhétorique, elle colle plus aux réalités. On ne parle plus du grand soir. Mais on touche du doigt des choses inacceptables, des affaires qu'il faut changer.»*

Pour lui, il n'y a peut-être pas encore assez de ces voix discordantes, de ces éveilleurs qui contrent le fatalisme et le défaitisme ambiant. Mais la gauche n'est pas morte. Elle s'exprime par les voix de plus en plus articulées de gens qui refusent que l'injustice soit banalisée.

Et puis, il est convaincu que, comme le stalinisme, ce type de modèle économique qu'on veut imposer va finir par s'écrouler. «Comme tous les totalitarismes, il porte les germes de sa propre destruction. Ça peut pas continuer comme ça, ça va péter quelque part. Je comprends pas qu'ils comprennent pas ça. Moi, j'ai confiance dans le sens commun des gens, leur bonté, qui refont toujours surface... C'est pourquoi il y aura toujours une gauche et des gens de gauche.»

*«Regarde ça comme tu veux. Moi je suis étranger, encore aujourd'hui, après plus de trente-cinq ans. Mais j'ai jamais vu un pays changer autant. Le Québec devient plus beau, plus l'fun, il bouge et quand tu bouges, tu vas toujours quelque part.»*





André Asselin a été de toutes les batailles, au SCFP comme à la FTQ. Sur cette photo, debout à droite, il est en compagnie des chauffeurs d'autobus de la STCUM qui célèbrent leur décision de rejoindre les rangs du SCFP.

## ANDRÉ ASSELIN

### La conviction syndicale incarnée

Quiconque a connu André Asselin se souvient de sa fougue, de sa détermination et de son engagement. Premier secrétaire du comité exécutif de l'Union nationale des employés des services publics, ancêtre du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) au moment de sa fondation en 1963, André s'est éteint dans la nuit du 18 octobre, des suites d'une longue maladie.

Ceux et celles qui l'ont plus connu se rappellent avec quelle émotion dans la voix André pourfendait ceux qui s'attaquaient aux droits des travailleurs et travailleuses. Sa grande force a toujours été sa profonde et sincère force d'indignation. Le président, Henri Massé, a travaillé pendant plusieurs années avec lui au SCFP. *«C'est en grande partie grâce aux efforts et aux sacrifices, mais aussi à l'entêtement, disons-le, de gens comme André que le SCFP et la FTQ ont grandi ensemble. Nous lui devons beaucoup.»*

## LAURENTIDES-LANAUDIÈRE

### Un nouvel édifice en vue

C'est en plein centre-ville de Saint-Jérôme, sur la Place de la Gare, que la FTQ, le Fonds de solidarité, le Conseil du travail Laurentides-Lanaudière et les syndicats locaux de la région auront pignon sur rue d'ici quelques mois.

Le 6 octobre dernier, André Savard, directeur général du Fonds régional de solidarité, Lucie Clément, conseillère régionale FTQ, le président Henri Massé, le maire de Saint-Jérôme, Marc Gascon, et Denis Leclerc, premier vice-président au développement et aux services à l'actionnariat au Fonds de solidarité procédaient à la traditionnelle pelletée de terre. Ils étaient accompagnés de représentants du Conseil du travail, des



syndicats de la FTQ-construction et du Fonds. *«Cet édifice représente un investissement dont l'économie locale et régionale va bénéficier, a déclaré Henri Massé. Il est le symbole de l'enracinement dans le milieu de la FTQ, des syndicats de la région et du Fonds.»*

## PAPETERIE GASPÉSIA

### Une longue bataille s'annonce

*«Un geste inqualifiable»,* a déclaré le vice-président exécutif du SCEP et vice-président de la FTQ, Clément L'Heureux au lendemain de l'annonce surprise de la fermeture de l'usine Abitibi-Consol de Chandler, le 28 octobre. Depuis ce jour, les travailleurs de l'usine et toute la population mènent la bataille pour la réouverture de la papeterie Gaspésia.

Ce qu'il y avait de plus révoltant dans l'annonce, c'est le fait qu'Abitibi-Consolidated reniait sa signature et son engagement de vendre l'usine. Pourquoi a-t-elle changé d'idée? Elle le dit candidement: *«Pour créer de la rareté et faire augmenter le prix du papier.»* Même si l'usine était fermée depuis juin, il y avait encore des pourparlers entre l'entreprise, le syndicat et le Groupe Cédrico, intéressé à en faire l'achat. Aujourd'hui, la papetière, cédant aux

pressions, dit qu'elle serait peut-être d'accord pour vendre... à condition que l'usine ne concurrence pas sa propre production!

Le premier ministre Lucien Bouchard a promis d'entreprendre des démarches auprès de la papetière, suite à une rencontre avec le président, Henri Massé, qui était accompagné de dirigeants locaux et québécois du SCEP.

Gaspésia, c'est 600 emplois à l'usine et une centaine en forêt. Cette fermeture constitue donc une véritable tragédie économique et sociale pour la région. La Coalition régionale qui a été mise sur pied n'entend pas baisser les bras et laisser cette multinationale se sauver après avoir exploité les ressources gaspésiennes.

## RÉDUCTION D'IMPÔTS

### La FTQ pose des conditions

«Avant de procéder à des baisses d'impôts, le gouvernement doit d'abord investir dans la santé et l'éducation, a déclaré le secrétaire général, René Roy, dans le cadre de la consultation publique du gouvernement du Québec sur les réductions d'impôt des particuliers. S'il reste des sous, qu'on accorde un allègement fiscal aux contribuables.»

Dans son mémoire, la FTQ a indiqué qu'elle était profondément déçue que le gouvernement ait limité les débats sur l'utilisation des surplus budgétaires aux seules questions de réduction d'impôts. Tout en indiquant son opposition à une hausse de la TVQ, la FTQ a proposé les mesures suivantes pour l'allègement fiscal des contribuables:

- ▼ Indexation des seuils d'imposition et des crédits d'impôts personnels;

## LES CONFLITS FTQ AU 18 NOVEMBRE 1999

Employeur	Ville	Nombre de travailleurs	Syndicat	Début du conflit
The Gazette (typographes)	Montréal	11	SCEP-145	96.06.03 (lock-out)
Ville de Verdun (cols bleus)	Verdun	134	SCFP-302	98.10.01
Les Industries Guy Tardif	Québec	31	TCA-1044	99.03.19
Schneider Canada	Granby	20	Métallos-6750	99.03.29
Société de la Place des Arts	Montréal	132	AIEST-56	99.06.22
Telav Inc.	Montréal	50	SCEP-615M	99.09.18 (lock-out)
Salerno Sacs Transparents (1977) Limitée	Châteauguay	101	Teamsters-1999	99.11.08

- ▼ Maintien du degré de progressivité du régime fiscal;
- ▼ Réduction d'impôt pour tous les contribuables, en accordant une attention spéciale aux contribuables à faible revenu et à ceux de la classe moyenne;
- ▼ Soutien particulier pour les ménages ayant une famille, car la présence d'enfants affecte la capacité de payer d'un ménage, quel que soit son revenu.

## SECTEUR PUBLIC

### Faible lueur d'espoir

Il y a quelques semaines, le gouvernement avait promis qu'il y aurait intensification des négociations aux tables sectorielles de la santé et de l'éducation. Le coordonnateur de la négociation pour les syndicats de la FTQ, Gilles Giguère, confirme qu'il commence à y avoir des progrès.

«Ce n'est pas exagéré de dire que, depuis le début du mois de novembre, on négocie en mode intensif, qu'il y a des explorations sérieuses qui se font et que nous commençons, enfin, à parler des vraies affaires. Cependant, on ne peut en dire autant pour les dossiers de la retraite et des salaires qui se négocient à la table centrale.»

Mais il y a encore loin de la coupe aux lèvres. C'est pourquoi les syndicats poursuivent les moyens d'action et de pression au niveau local.

REQUÊTES EN ACCRÉDITATION / SEPTEMBRE-OCTOBRE 1999

## BIENVENUE À LA FTQ!

- ▼ **SCFP** : Régie de police de Memphrémagog (Magog), Projet L'Arbre (Québec)
- ▼ **SCEP** : Site touristique Les Sept Chutes (St-Ferréol-les-neiges), centre funéraire La Souvenance-Urgel Bourgie (Ste-Foy), Produits chimiques Betzdearborn (Pointe-Claire)
- ▼ **Métallos** : hôtel Le Capitole-réception (Québec), Aluco (Dolbeau), Palais du Commerce-agents de sécurité (Montréal), Spectube (Jonquière), Bois Francs Ferland-Boileau (Ferland-Boileau)
- ▼ **Teamsters** : restaurant Milos (Montréal), Annabelle cosmétiques (Montréal), Importations Aurora (St-Léonard), Bois Blanchet (Lévis)
- ▼ **TUAC** : Marché Super C (Salaberry-de-Valleyfield), Distribution Raymond Rousse (Grande-Île), Échange de Devises (Montréal), filature Les Usines Huntingdon, garderie Le Cygne enchanté (Longueuil), magasin Coop de Rivière-du-Loup, RONA Rénovateur régional (Alma), Marché J.-P. Dorion (Québec), magasin à rayons Bolds (St-Jérôme), Épicerie Pasquier (St-Luc), Services alimentaires Desco (Boisbriand), Caisse populaire de Montréal-Nord, ZEC des Nymphes (Saint-Félix de Valois), Coop agricole du Pré-Vert (Tingwick)
- ▼ **SQEEES-UES** : Lunetterie New Look (Place Versailles, Montréal), Club de golf de Charny, Meubles Créatech (Boucherville), Ville de Gatineau-techniciens, Centre technologique A.E.S. (Chicoutimi et Laterrière), Scierie B-Co (Baie-Comeau)
- ▼ **TCA** : Les Entreprises Michel Corbeil (Ville des Laurentides), Comfort Inn-réception (Trois-Rivières), Toyota Duval (Boucherville), Équipements Johnston (St-Laurent), Manoir Nissan (Repentigny), Honda Gabriel (Montréal-Nord), Galanica (St-Liboire)
- ▼ **SEPB** : Caisse populaire Dorval-Pointe-Claire, Caisse populaire Ste-Odile (Rimouski)
- ▼ **SITBCT** : Entretien d'édifice Pinkham (St-Laurent), municipalité de St-Damien
- ▼ **FNFTU** : Les Placages Proflex (Cap-de-la-Madeleine)
- ▼ **FUCMA** : garage Beaudry-Lapointe (La Sarre)
- ▼ **SPQ** : pompiers de Senneville et de St-Lambert-de-Lauzon
- ▼ **Vitriers** : Multiver (Vanier)
- ▼ **AIEST** : Association des professionnels de la vidéo du Québec-bureau (Montréal)

# Équité salariale au fédéral

## UNE VICTOIRE BIEN MÉRITÉE

Quiconque est épris de justice sociale et d'équité a applaudi chaleureusement la victoire de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) et des 230 000 fonctionnaires, majoritairement des femmes, dans le dossier de l'équité salariale. Il aura fallu 15 ans de persévérance et de détermination syndicales et autant d'années d'entêtement de la part du gouvernement fédéral pour que le dossier se règle enfin.

Il y a eu beaucoup de démagogie autour du montant de 3,6 milliards de dollars qui sera versé aux fonctionnaires. La championne en ce domaine a été le chroniqueur de *La Presse*, Lysiane Gagnon. Elle a oublié, comme plusieurs au-

tres, de préciser que si le gouvernement avait réglé rapidement, les coûts auraient été de 200 millions de dollars par année. Tout comme elle a omis d'écrire que le salaire moyen des fonctionnaires touchés par ce règlement est

de 30 000\$ par année, laissant entendre que ce sont des «gras durs».

Depuis 1983, année du dépôt des plaintes, les journées passées devant des tribunaux ne se comptent plus tellement les contestations fédérales ont été nombreuses. Jamais le syndicat et les membres n'ont lâché prise, rejetant même une offre de règlement à rabais qui, si elle était tentante, n'était pas équitable compte tenu de la décision de la Commission canadienne des droits de la personne.

La victoire bien méritée des 230 000 membres de l'AFPC envoie un message d'encouragement à toutes les femmes qui luttent pour l'équité.



### C O U P O N D ' A B O N N E M E N T

Nom .....  
Adresse .....  
Ville .....  
Code postal .....  
Téléphone Rés. (.....) ..... Travail (.....) .....  
Syndicat .....  
Section locale .....  
Employeur .....  
Nombre d'exemplaires .....

L'abonnement au *Monde ouvrier* est **gratuit**. Pour le recevoir, il suffit de bien remplir le coupon et d'indiquer le nombre d'exemplaires que vous désirez recevoir, à la maison ou au travail. Faites parvenir le coupon à:

**Le Monde ouvrier - FTQ**  
545, boulevard Crémazie Est, 17<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2M 2V1

Si vous déménagez, remplissez le coupon et retournez-le avec l'étiquette de votre ancienne adresse. Merci.

**Port de retour garanti**  
545, boul. Crémazie Est, 17<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2M 2V1

POSTES CANADA  
CANADA POST

POSTE-PUBLICATION  
1456474

C.P.A. St-Laurent